

Charles de Gaulle, une certaine idée du Québec

Les Français et les Québécois se souviennent encore du fameux « Vive le Québec libre ! » lancé par Charles de Gaulle du haut du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, un certain 24 juillet 1967, c'est-à-dire, il y a bientôt 40 ans.

Après une escale à Saint-Pierre et Miquelon, arrivé à Québec à bord du croiseur Colbert, le Président de la République emprunta le célèbre « Chemin du Roy », accueilli à chaque étape par une foule toujours plus nombreuse et enthousiaste et ce fut le discours de Montréal qui rencontra un écho considérable dans le monde entier. Dans leur majorité, les Québécois se réjouirent de voir et d'entendre un homme d'État français du prestige du général de Gaulle, manifester son soutien à la cause du Québec.

Mais il faut bien le dire, en France et au Canada, les médias et les milieux politiques de droite ou de gauche ne comprirent pas la portée historique de ce voyage et manifestèrent leur hostilité à l'égard des déclarations du général.

Mais, en dehors de toutes les passions partisans, ce voyage a permis de donner une remarquable impulsion à la coopération et aux échanges franco-québécois et aussi de faire découvrir aux Français la réalité et les aspirations du Québec moderne.

De Montcalm à la Révolution tranquille

Charles de Gaulle a toujours montré beaucoup d'intérêt pour l'histoire de la France en Amérique du Nord. Ainsi, en 1913, à 23 ans, alors qu'il est sous-lieutenant, il est chargé de prononcer une conférence devant ses camarades. Il choisit de présenter trois héros de l'histoire de France : Jeanne d'Arc, Du Guesclin et Montcalm. Pour le futur chef de la France Libre, le général Montcalm, défenseur de Québec, est un illustre personnage « dont le sublime amour de la patrie le fit héroïque ».

En 1940, suite à l'appel du 18 juin et lors d'un discours radiodiffusé, Charles de Gaulle s'adresse aux Québécois et déclare « personne au monde ne peut comprendre la chose française mieux que les Canadiens-français ».

En juillet 1944, le chef de la France Libre rend visite au Québec qui lui fait un accueil enthousiaste, en particulier à Montréal.

Dans ses Mémoires de Guerre, le général évoque son séjour au Canada français : « D'abord, rendant visite à la ville de Québec, je m'y sens comme submergé par une vague de fierté française, bientôt recouverte par celle d'une douleur inconsolée, toutes les deux venues du lointain de l'histoire ».

Du 18 au 21 avril 1960, de Gaulle, Président de la République française, se rend tour à tour à Ottawa, à Québec et Montréal. L'accueil officiel est chaleureux mais le public est partout tiède et clairsemé, y compris à Montréal.

Dans le premier tome des « Mémoires d'espoir », il en tire ses conclusions : « En quittant ce pays, je me demande si ce n'est pas grâce à l'institution d'un État de souche française, à côté

d'un autre de souche britannique, coopérant entre eux dans tous les domaines librement et de préférence, associant leur deux indépendances afin de les sauvegarder, qu'un jour le Canada effacera l'injustice historique qui le marque, s'organisera conformément à ses propres réalités et pourra rester canadien ».

Le 4 septembre 1963, Charles de Gaulle précise : « Nous devons, avant tout établir une coopération particulière avec le Canada français et ne pas laisser noyer ce que nous faisons pour lui et avec lui dans une affaire concernant l'ensemble des deux Canada. D'ailleurs, le Canada français deviendra nécessairement un État et c'est dans cette perspective que nous devons agir ».

Depuis son retour aux affaires, le général de Gaulle a suivi de près la grande mutation qui s'est produite dans la province francophone du Canada.

À partir des années 1960, une nouvelle équipe libérale a pris la relève au Québec et a donné une nouvelle impulsion à la politique, à l'économie et à la vie sociale et culturelle.

Le gouvernement libéral a tenu à établir des relations directes et privilégiées avec la France. Cela s'est traduit par l'ouverture d'une Délégation générale du Québec à Paris et par la signature d'accords entre les deux gouvernements.

Le général de Gaulle a encouragé cette politique de coopération bilatérale et a reçu plusieurs fois à Paris, les responsables québécois. En 1961, le Chef de l'État reçoit le Premier ministre québécois Jean Lesage et lui déclare : « Vous êtes le Québec ! Vous êtes les Canadiens-français ! Il n'y a pas de temps écoulé qui ait pu effacer de l'esprit et du cœur de la France la pensée nostalgique de ses enfants qu'elle a laissés là-bas il y a bientôt deux cents ans. Nous croyons que l'équilibre général du monde ne peut que gagner à la présence et à l'expansion, sur le sol du Nouveau Continent, d'une entité française, de souche, de culture et d'activité. »

Le voyage au Québec de juillet 1967

En 1967, le général de Gaulle avait reçu deux invitations pour se rendre à l'Exposition Universelle de Montréal où la France avait réalisé un pavillon prestigieux, celle du gouvernement canadien et celle du gouvernement québécois. Mais il est bien évident que Charles de Gaulle, en acceptant de se rendre au Québec, souhaitait avant tout prendre contact directement avec le gouvernement et le peuple du Québec.

Dès son arrivée à Québec, le général fut accueilli par une foule enthousiaste qui manifesta son attachement à la France et sa confiance en de Gaulle. Plusieurs fois, il prit la parole en public et exprima ses sentiments et sa pensée sur l'avenir du Québec.

« Cet avenir, il faut qu'il soit le vôtre » - « On assiste ici à l'avènement d'un peuple qui, dans tous les domaines, veut disposer de lui-même ».

Sur le croiseur Colbert qui l'amène vers le Québec, il confie à des officiers : « Messieurs, le Canada français va vivre de belles heures... Au train où vont les événements, j'ai la conviction qu'avant très peu d'années, le Québec sera libre... ». Après l'escale de Saint-

Pierre-et-Miquelon, il dira à l'un de ses aides de camp, le colonel Desgrées du Lou : « On va m'entendre là-bas. Je vais en surprendre plus d'un ».

Après avoir remonté le Saint-Laurent dans la nuit, le croiseur Colbert, ayant à son bord le général de Gaulle, accoste à la gare maritime de l'anse au Foulon à Québec le dimanche 23 juillet 1967.

Le général porte l'uniforme. Après l'exécution de la Marseillaise, le gouverneur général Roland Michener souhaite la bienvenue à l'illustre visiteur. Puis, c'est le Premier ministre du Québec, Daniel Johnson, qui s'adresse au général : « A l'issue de ce séjour au Québec, Monsieur le Président, vous pourrez dire avec fierté : voilà comment les fils de la vieille France ont bâti la Nouvelle-France ». Le général remercie le gouverneur général et le Premier ministre Daniel Johnson en termes chaleureux et conclut : « De la part de la France, je n'ai rien d'autre à dire que l'affection, le souvenir et l'espérance ».

À l'hôtel de ville de Québec, le général de Gaulle s'adresse depuis le perron, à la foule qui l'ovationne : « Toute la France en ce moment regarde par ici. Elle vous voit, elle vous entend, elle vous aime. Vive le Québec, Vive le Canada français, Vive la Nouvelle-France, Vive la France ! ». André Passeron, l'envoyé spécial du Monde, décrit ainsi la scène : « Dès que le général lève ses deux bras vers le ciel, la foule, comme dans n'importe quelle ville de France, entonne spontanément la Marseillaise. Le général à son tour se joint au cœur. Les voix sont ici plus vibrantes qu'ailleurs et on sent qu'une force, presque une foi, s'exprime dans le chant ».

Le général et madame de Gaulle se rendent à Sainte-Anne-de-Beaupré pour assister à la messe. Tout au long du trajet, des milliers de Québécois, agitant des drapeaux fleurdelisés et tricolores, manifestent leur joie en acclamant le général. À la basilique Sainte-Anne, le cardinal Roy, archevêque de Québec, accueille le chef de l'État qui est applaudi par les fidèles en entrant dans l'église.

Un dîner au Château Frontenac, offert par le Premier ministre du Québec, termine la journée. Répondant au toast de Daniel Johnson, le général de Gaulle précise sa pensée : « Ce que les Français d'ici, une fois devenus maîtres d'eux-mêmes, auront à faire pour organiser avec les autres Canadiens les moyens de sauvegarder leur substance et leur indépendance au contact de l'État colossal qui est leur voisin, ce sont des mérites, des progrès, des espoirs, qui ne peuvent, en fin de compte, que servir à tous les hommes ».

Le Chemin du Roy : 24 juillet 1967

Le lundi 24 juillet, accompagné de Daniel Johnson, le général de Gaulle quitte Québec pour se diriger vers Montréal par le « Chemin du Roy ». Le général fait halte et s'adresse à la population dans chacune des principales localités traversées : Donnacona, Sainte-Anne de la Pérade, Trois-Rivières, Louiseville, Berthierville et Repentigny. À partir de cette dernière ville, la foule borde la route sans interruption sur plusieurs rangs. Le général demeure debout dans sa voiture durant toute cette partie du trajet. Avec plus d'une heure de retard sur l'horaire prévu, le général arrive à l'hôtel de ville de Montréal où il va prononcer son célèbre discours (**voir texte ci-dessous**) et cela dans une atmosphère indescriptible de joie et d'enthousiasme devant une foule en délire de plus de 20 000 Québécois.

Dans sa conférence de presse du 24 novembre 1967, il décrira lui-même cette journée historique : « Rien ne saurait donner l'idée de ce que fût la vague immense de foi et d'espérance française qui souleva le peuple tout entier au Québec... » (**voir texte ci-dessous**).

Le 24 juillet 1967, après un parcours triomphal de Québec à Montréal, le général de Gaulle s'est senti obligé de répondre au nom de la France, à l'accueil magnifique du peuple québécois et de « réparer la dette de Louis XV ».

Le destin du peuple canadien-français

Le mardi 25 juillet est réservé à une rencontre avec la colonie française et surtout à la visite de l'Exposition universelle de Montréal et du pavillon de France.

Résultat de la coopération technique franco-québécoise, le métro de Montréal reçoit la visite du Chef de l'État le mercredi 26 juillet, puis c'est l'Université de Montréal. L'amphithéâtre est complet et les étudiants qui n'ont pu y prendre place suivront la cérémonie par un circuit intérieur de télévision. À son entrée dans la salle, de Gaulle est accueilli par un tonnerre interminable d'applaudissements. A l'hôtel de ville de Montréal, a lieu une réception en son honneur, le général de Gaulle répond au discours du maire Jean Drapeau : « Au cours de ce voyage, je crois avoir pu aller en ce qui me concerne au fond des choses et, quand il s'agit du destin du peuple canadien-français, aller au fond des choses, y aller sans arrière pensée, c'est en réalité, non seulement la meilleure politique mais c'est la seule politique qui vaille ».

Le retour à Paris

Le discours de Montréal avait provoqué une vive émotion dans les milieux gouvernementaux d'Ottawa et le Conseil des ministres canadiens dans un communiqué faisait savoir qu'il le jugeait inacceptable. Dans ces conditions, le général de Gaulle décide d'annuler son voyage à Ottawa et rentre directement à Paris avec un avion du GLAM.

Les réactions au Québec et en France

Le discours de Montréal et les prises de position du général de Gaulle sur la question du Québec ont suscité bien des réactions parmi les hommes politiques et la presse au Québec et en France.

- **Daniel Johnson, Premier ministre du Québec**, le 29 juillet :
« Le général de Gaulle a parlé d'affranchissement, de prise en mains par le Québec de ses destinées, de Québec libre. Il reprenait ainsi, en des termes qui lui sont propres, des idées maintes fois exprimées par les récents gouvernements du Québec. Il a salué cette conviction, qui est de plus en plus celle du peuple québécois, qu'il est libre de choisir sa destinée et que, comme tous les peuples du monde, il possède le droit incontestable de disposer de lui-même, en déterminant librement son développement économique, social et culturel. Courageux et lucide, le président de Gaulle a été avec nous au fond des choses. Le Québec n'en a pas été choqué. Aussi, il nous faut déplorer amèrement que, pris sous la passion d'éléments extrémistes, le gouvernement du Canada se soit,

pour sa part, cru obligé de faire une déclaration qui forçait notre invité à rentrer en France sans passer par Ottawa. »

- **Jean Lesage, ancien Premier ministre du Québec, chef de l'opposition libérale :**
Le 12 août, Jean Lesage s'associe à Daniel Johnson qui proposait de remercier le général de Gaulle : « Nous lui sommes profondément reconnaissants. Nous sommes très heureux de la façon dont la population a reçu le général. Il était digne de cette réception et la méritait à cause de tout ce qu'il a dit pour les Québécois ».
- **François Aquin, député libéral, en désaccord avec les premières déclarations de Jean Lesage, démissionne du Parti libéral et devient le premier député indépendantiste du Québec.**
- **Une déclaration d'intellectuels québécois** explique à l'opinion française pourquoi le Québec a fait au président de Gaulle un accueil triomphal : « La France par son gouvernement, vient en quelque sorte de nous redécouvrir et d'aviver notre espoir. Si d'ici quelques années le Québec réalise enfin sa vocation propre, il le devra sûrement au général de Gaulle, au gouvernement français actuel et à certains hauts fonctionnaires particulièrement éclairés qui auront su appuyer notre lutte. Nous demandons à la presse française, de même qu'à l'ensemble des dirigeants politiques français, de ne pas trahir cet espoir ».

Parmi les signataires : François-Albert Angers, François Aquin (député), Gilles Archambault, André Bernard (professeur), Nicole Brossard, Solange Chapat-Rolland (écrivaine), Guy Cormier (La Presse), Lysiane Gagnon (La Presse), Gérald Godin, Pauline Julien, Jean-Marc Léger (Le Devoir), Jacques Yvan Morin, Marcel Rioux, Pierre Vadeboncoeur.

- **Souvenirs de Marcel Masse, ancien Délégué général du Québec en France et ancien ministre de l'Éducation en 1967 :**

« Dans le cas particulier du général de Gaulle, il y eut une grande attention. Avec des contacts à maintes reprises dans les mois précédant le voyage avec Bernard Dorin, Jean-Daniel Jurgensen, l'amiral Le Flohic et plusieurs hauts fonctionnaires français qui connaissaient bien le Canada français. Cela a pris une importance capitale pour le Québec comme pour le Canada.

Le général attachait beaucoup d'importance à ce voyage. Dans les mois précédents, de nombreux documents explicitant la position du gouvernement du Québec lui furent acheminés. Il avait une parfaite connaissance de la situation comme peu de Canadiens eux-mêmes l'avaient.

Le 24 juillet, la journée débuta par la pluie et se termina par un soleil magnifique. Nous voyions la montée de la foule, de l'enthousiasme. La traversée de Montréal fut l'apothéose. On a réellement senti que quelque chose basculait, c'est-à-dire la libération psychologique d'un peuple qui pouvait crier publiquement son attachement au fait français. Le général l'a bien senti, comme nous tous d'ailleurs.

Voilà pourquoi, lorsqu'il s'adressait à la foule du haut du balcon, il commença par « confier un secret » en évoquant « **l'atmosphère du même genre que celle de la Libération** ».

Ce fut l'occasion de faire avancer la cause du Québec de dix ans en internationalisant le débat. Et le général de Gaulle, qui assumait l'histoire de France, a essayé d'effacer la dette de Louis XV ».

- **L'hommage de René Lévesque**, ancien Premier ministre du Québec :
Le 1^{er} novembre 1977, le Premier ministre du Québec, René Lévesque, en visite officielle en France, se rendit à Colombey-les-deux-Églises. Sur le livre d'or du Mémorial, il écrivit : « Dix ans plus tard, accompagné, j'en suis sûr, par l'immense majorité des Québécois, en hommage à la mémoire d'un grand Français et d'un grand ami du Québec ».

Les réactions en France

- **Jean Charbonnel** (maire gaulliste de Brive) : « Il ne fait pas de doute que les Français mieux informés de la situation et des aspirations exactes de leurs frères du Canada ne tarderont pas à comprendre qu'une fois de plus le général de Gaulle a vu juste et loin ».
- **Michel Debré** (ancien Premier ministre gaulliste) : « S'alignant avec promptitude sur la presse étrangère, de toutes parts fuse la critique et trop souvent, elle prend l'allure joyeuse que donne la haine quand la haine croit marquer un point. Hors de la terre nationale, il est des hommes et des femmes qui sont les rameaux d'un arbre commun. Si la France faiblissait, si la nation française s'étiolait, faibliraient, s'étioleraient la langue, la civilisation, la culture qui les animent, en un mot leur esprit, leur vie même. Qu'une grande voix, au nom de la France, leur apporte un témoignage et une espérance, quelle récompense et quelle certitude ».
- **Edmond Michelet** (ministre gaulliste) : « Une fois de plus l'on s'apercevra que la clairvoyance du général de Gaulle n'aura pas été mise en défaut. En traduisant les aspirations profondes des Canadiens français, il n'aura fait que devancer l'évènement ».
- **Gaston Deferre** (député-maire socialiste de Marseille) : « Le général de Gaulle a mis la France dans une situation ridicule ».
- **Valéry Giscard d'Estaing** (Républicain indépendant) : « Nous n'apercevons pas les motifs et les circonstances qui ont pu conduire le chef de l'État à donner à cet encouragement une forme qui prêterait d'autant plus facilement à la critique qu'elle était contraire à l'un des principes sur lequel le général de Gaulle a fondu le redressement du prestige de la France et qui est celui du refus de l'intervention dans les affaires intérieures des États ».
- **Jean Lecanuet** (Centre démocrate) : « Cette intervention offense les règles de la courtoisie lorsqu'elle est pratiquée par un chef d'État dans un pays dont il est l'hôte. Il importe que le peuple canadien sache qu'il y a en France des Français qui souhaitent la promotion des Canadiens français dans l'unité du Canada et que soit préservée, au-delà de cette crise, l'amitié entre les deux peuples ».

- **François Mitterrand** : dénonçait « l'ingérence du général de Gaulle dans les affaires intérieures du Canada ». Il précisait : « Aller au fond des choses, ne consiste pas à se substituer aux Canadiens français afin de déterminer à leur place les formes que doit revêtir leur lutte pour l'émancipation ».

Les réactions de la presse en France

Avec le temps, une partie de la presse française nuancera ses appréciations mais, sur le moment, c'est d'abord la condamnation.

Le Monde : « Le Président de la République française est atteint d'une hypertrophie malade du moi ».

Le Figaro : « Le bilan de ce triste périple est lourd. L'attitude du général est incompréhensible ».

L'Aurore : « Terminé le grand voyage d'amitié. Sur un échec sans précédent ».

L'Évènement (Emmanuel d'Astier) : « Quinze jours plus tard le vent tombait un peu. Ce n'était pas encore brillant. Il n'y avait pour approuver de Gaulle que le Parti communiste, le PSU et un quarteron de gaullistes. Au moins les gens perdaient leur volubilité, s'informaient, réfléchissaient. Maintenant, un mois après le vent est tombé. Après leur bile jetée, les grands journaux, le Monde et le Figaro ouvrent leurs portes aux réflexions ».

Le seul commentaire favorable est signé par Yves Moreau, l'éditorialiste communiste de **l'Humanité**. « Eh oui, soupire de Gaulle, quand je me félicite que des Français d'Amérique aient l'obstination de cultiver la langue française et de lutter pour leur personnalité française, on me taxe de nationaliste ! De quoi me taxerait-on si je me félicitais de les voir se noyer corps, âme et langue dans l'univers anglo-saxon ! »

Les réactions de la presse anglo-saxonne et internationale

De son côté, la presse anglo-saxonne s'est totalement « déchaînée » contre de Gaulle et ses prises de position favorables à la souveraineté du Québec.

Sunday Times : « Insultes grossières... scandaleuses immixtions dans les affaires internes d'un pays souverain... adieu arrogant d'un vieux soldat... effets d'une arrogance aggravée par ceux de l'âge ».

Daily Mirror : « De Gaulle ferait mieux d'aller cultiver son jardin à Colombey ».

Times : « Il faut pourtant nous résigner à supporter les provocations du chef de l'État français pendant le long et triste déclin de ses facultés ».

Il Popolo (Rome) : « Nous conseillons à la Belgique de ne pas l'inviter. Sinon, qui pourrait empêcher une nouvelle explosion entre Wallons et Flamands ».

La Gazette de Lausanne : « Vive la Romandie libre ! » Ce cri sera-t-il poussé par le général de Gaulle, s'il fait une visite officielle en Suisse ».

Les suites du voyage de 1967

Quatre mots, lancés par de Gaulle à Montréal devant une foule en délire le 24 juillet 1967, avaient provoqué l'indignation du gouvernement d'Ottawa et de la presse anglo-saxonne. Ce n'était pas vraiment surprenant.

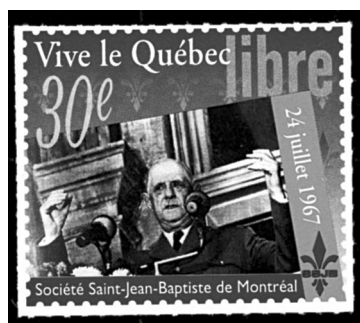
Ce qui le fut davantage, c'est que la classe politique et la presse française aient emboîté le pas comme un seul homme, à l'exception des membres du gouvernement et des gaullistes historiques.

Le général se doutait bien que son encouragement aux rêves d'émancipation des Québécois ne pouvait que susciter une vive réaction du gouvernement fédéral. Mais son allocution du 24 juillet 1967 n'était pas improvisée, il la portait en lui depuis longtemps.

Ce qui étonnera les historiens du XXI^e siècle, c'est le ralliement, trente ans après, de la totalité de la classe politique française à ce qui avait d'abord provoqué une réprobation générale.

Après les imprécations de François Mitterrand et de beaucoup d'autres, on mesure le chemin parcouru. En 1997, le Parti socialiste avait envoyé un message au peuple québécois : « Voilà trente années que le général de Gaulle a lancé au peuple du Québec un message de liberté. Le PS croit à votre combat et à votre destin. Il partage vos espérances. » Le Parti communiste déclare : « Trente ans déjà ! L'onde de choc du 24 juillet 1967 se propagera au monde entier. L'évènement permit à tous de mesurer la force de l'identité du Québec ». L'UDF ajoute : « Comme souvent de Gaulle avait vu juste et loin ».

Les hommages au général des gaullistes Pierre Mesmer et Philippe Seguin ne pouvaient étonner. Mais il est savoureux que cinq formations politiques, regroupant la quasi-totalité des députés et des sénateurs français, aient tenu à rendre publics ces communiqués d'adhésion tardive.



Enfin, rappelons « l'affaire du timbre » où le Premier ministre du Canada, Jean Chrétien, par des interventions personnelles auprès de Jacques Chirac, avait réussi à bloquer la diffusion d'un timbre français consacré au 30^e anniversaire de la visite de Charles de Gaulle au Québec. Ce qui était une ingérence dans les affaires d'un pays souverain et ami. Cette affaire était passée inaperçue en France, mais avait fait scandale au Québec.

Rendons hommage à la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal qui a émis une vignette commémorative « Vive le Québec libre ! », à la grande satisfaction des amis du Québec et des philatélistes.

1

1 [Vignette commémorant le 30e anniversaire de la visite du général de Gaulle au Québec, émise par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Crédit image : Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal](#)

Monsieur Chrétien avait interdit à la France de diffuser un timbre sur son propre territoire, mais il a été incapable d'empêcher le gouvernement du Québec de dresser une statue à de Gaulle au cœur de la vieille capitale québécoise.

Le 24 juillet 1967, Charles de Gaulle, visionnaire de l'histoire, avait su proclamer à la face du monde l'existence d'un peuple québécois et poser la question de son avenir national.

Quarante ans après, nous tenons à nous souvenir et à rendre hommage à l'action et à la conviction profonde du général de Gaulle pour soutenir le Québec dans son combat pour affirmer son identité nationale face à l'hégémonie culturelle et politique anglo-saxonne.

Quarante ans après, nous nous rappelons de ces heures historiques qui font maintenant partie de la grande histoire du Québec et des relations franco-québécoises.

Montréal, le 10 juin 2007

Alain RIPAUX

LE DISCOURS DE MONTRÉAL

24 juillet 1967

« C'est une immense émotion qui remplit mon cœur en voyant devant moi la ville de Montréal française. Au nom du vieux pays, au nom de la France, je vous salue de tout mon cœur. Je vais vous confier un secret que vous ne répétez pas. Ce soir, ici et tout le long de la route, je me trouvais dans une atmosphère du même genre que celle de la Libération. Et tout le long de ma route, outre cela, j'ai constaté quel immense effort vous accomplissez ici de progrès, de développement et par conséquent d'affranchissement. Et c'est à Montréal, qu'il faut que je le dise, car s'il y a au monde une ville exemplaire pour ses réussites modernes, c'est la vôtre, et je me permets d'ajouter, c'est la nôtre. Si vous saviez quelle confiance la France réveillée vous apporte et quelle affection elle commence à ressentir pour les Français du Canada. Elle se sent obligée à concourir à votre marche en avant, à votre progrès. Nous avons signé des accords avec monsieur Johnson pour que des Français de part et d'autre de l'Atlantique, travaillent à une même œuvre française. Ce concours, la France est prête à vous l'accorder un peu tous les jours. Elle sait qu'il lui sera rendu. Les

progrès du Canada français feront l'étonnement de tous et lui permettront un jour d'aider la France.

Voilà ce que je suis venu dire ce soir. J'emporte de cette réunion inouïe, un souvenir inoubliable. La France entière sait, voit et entend ce qui se passe ici.

Vive Montréal ! Vive le Québec ! Vive le Québec libre ! Vive le Canada français ! Vive la France ! »

Charles de Gaulle

CONFÉRENCE DE PRESSE DU 27 NOVEMBRE 1967

« Rien ne saurait donner l'idée de ce que fut la vague immense de foi et d'espérance françaises qui souleva le peuple tout entier au passage du Président de la République.

De Québec jusqu'à Montréal, sur les 250 km de la route longeant le Saint-Laurent et que les Français canadiens appellent le « Chemin du Roy », parce que jadis, pendant des générations, leurs pères avaient espéré qu'un jour un Chef de l'État français viendrait à le parcourir, des millions et des millions d'hommes, de femmes, d'enfants, s'étaient rassemblés pour crier passionnément « Vive la France ! » ; et ces millions arboraient des centaines et des centaines de drapeaux tricolores et de drapeaux du Québec à l'exclusion presque totale de tous autres emblèmes.

Partout où je faisais halte, ayant à mes côtés le Premier ministre du Québec et tels ou tels de ses collègues et accueilli par les élus locaux, c'est avec un enthousiasme unanime que la foule accueillait les paroles que je lui adressais pour exprimer trois évidences.

D'abord : « Vous êtes des Français ». Ensuite : « En cette qualité, il vous faut être maîtres de vous-mêmes ! ». Enfin « L'essor moderne du Québec, vous voulez qu'il soit le vôtre ! »

Après quoi, tout le monde chantait la Marseillaise avec une ardeur indescriptible.

À Montréal, la deuxième ville française du monde, terme de mon parcours, le déferlement de passion libératrice était tel que la France avait, en ma personne, le devoir sacré d'y répondre sans ambages et solennellement. C'est ce que je fis en déclarant à la multitude assemblée autour de l'Hôtel de ville : que la mère patrie n'oublie pas ses enfants du Canada, qu'elle les aime, qu'elle entend les soutenir dans leur effort d'affranchissement et de progrès et, qu'en retour, elle attend d'eux qu'ils l'aident dans le monde d'aujourd'hui et de demain. Puis, j'ai résumé le tout en criant « Vive le Québec libre ! ». Ce qui porta au degré suprême la flamme des résolutions. »

« Que le Québec soit libre c'est, en effet, ce dont il s'agit. Au point où en sont les choses, dans la situation irréversible qu'a démontré et accéléré le sentiment lors de mon voyage, il

est évident que le mouvement national des Canadiens français et aussi l'équilibre et la paix de l'ensemble canadien, et encore l'avenir des relations de notre pays avec les autres communautés de ce vaste territoire, et même la conscience mondiale désormais éclairée, tout cela exige que la solution soit résolue. Il y faut deux conditions. La première implique un changement complet de l'actuelle structure canadienne, telle qu'elle résulte de l'Acte octroyé il y a cent ans par la reine d'Angleterre et qui créa la Fédération. Cela aboutira forcément, à mon avis, à l'avènement du Québec au rang d'État souverain, maître de son existence nationale, comme le sont par le monde tant et tant d'autres peuples, tant et tant d'autres États, qui ne sont pourtant pas si valables ni même si peuplés que ne le serait celui-là.

Bien entendu, cet État du Québec aurait à régler, librement et en égal avec le reste du Canada, les modalités de leur coopération pour maîtriser et exploiter une nature très difficile sur d'immenses étendues et pour faire face à l'envahissement des États-Unis... La deuxième condition dont dépend la solution de ce grand problème, c'est que la solidarité de la communauté française, de part et d'autre de l'Atlantique, s'organise. »

Charles de Gaulle